

DÉCLARATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DELIVREE A LA 13ème SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION AFRICAINE

NOUS les membres de la Société Civile africaine comprenant des organisations qui travaillent dans les domaines de l'agriculture, l'environnement, l'eau et l'assainissement, le genre, la jeunesse, les droits de l'homme, la paix et la sécurité, les activités socioculturelles et les questions sur le développement durable;

NOUS ETANT RENCONTRES à Tripoli, la Grande *Jamahiriya Arabe Libyenne Socialiste* et Populaire, du

20 au 22 juin 2009 pour discuter des questions qui affectent notre Union en général et l'agriculture pour une croissance économique et une sécurité alimentaire en particulier, avec l'appui du Directeur des Citoyens Africains et le Département de l'économie rurale et de l'Agriculture de la Commission de l'Union Africaine, en tant que partie du programme pour la treizième session Ordinaire de l'Assemblée de l'Union Africaine,;

EN EXPRIMANT notre appréciation au Leader de la Grande révolution d'Al Fatah, Le Frère Mouammar Ghaddafi, Président de la Grande *Jamahiriya arabe Libyenne socialiste* et populaire, et Président en exercice de l'Union africaine ainsi que le peuple de la Grande *Jamahiriya arabe Libyenne socialiste* et populaire pour leur chaleureuse hospitalité pendant notre réunion;

TOUT EN RECONNAISSANT la contribution de son Excellence Jean Ping, Président de la Commission de l'Union Africaine, envers l'élargissement de l'espace pour la participation de la société civile à l'Union, surtout la Commission de l'Union Africaine, le Conseil Economique, Social et Culturel et plusieurs autres organes de la Commission de l'Union Africaine;

TOUT EN AFFIRMANT notre rôle en tant qu'acteurs clés dans l'appui au travail de nos gouvernements envers la réalisation des objectifs de développement de l'Afrique, surtout en créant des liens entre la communauté et le gouvernement, en sensibilisant les communautés, en offrant une voix aux sans voix et en offrant des perspectives innovatrices sur les défis auxquels nous sommes confrontés en tant que continent;

TOUT EN NOTANT que l'agriculture est cruciale, non seulement pour la sécurité alimentaire mais aussi pour la réalisation des OMD, et la croissance économique durable pour l'Afrique;

TOUT EN APPRECIANT la création du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) qui sert comme cadre pour augmenter les investissements dans l'agriculture par les Etats membres de l'Union Africaine;

TOUT EN RECONNAISSANT les efforts de la Commission de l'Union Africaine et ses organes dans le développement d'un Cadre de Politique Foncière dans toute l'Afrique qui définit les directives en matière foncière, de l'eau, de l'agriculture et de l'environnement;

TOUT EN RECONNAISSANT qu'il y a plusieurs obstacles qui ralentissent le progrès dans beaucoup de pays africains y compris :

- Des consultations inefficaces pendant la planification et la formulation de politique avec les citoyens qui sont les principaux acteurs dans le secteur.
- Une pauvre gouvernance qui manque des mécanismes de responsabilité et de transparence.

- Une pauvre coordination dans tous les secteurs tels que l'eau et l'assainissement, la terre, la santé et l'environnement.
- Les politiques, les réglementations et les programmes sur l'agriculture qui ne satisfont pas les besoins des groupes marginalisés surtout les fermiers à petite échelle, les éleveurs, les pêcheurs, les femmes, la jeunesse et les groupes vulnérables
- Des mécanismes durables de suivi et des indicateurs de résultats pour l'agriculture

TOUT EN SACHANT que la sécurité alimentaire est une question de droit de l'homme, on a donc besoin d'augmenter des efforts pour nourrir la population croissante de l'Afrique;

TOUT EN RECONNAISSANT que le changement climatique a un impact direct et indirect Sur la production agricole, la gestion des ressources en eau, la paix et la sécurité ainsi que le développement économique;

TOUT EN RECONNAISSANT DAVANTAGE que l'Afrique contribue aux gaz à effet de serre avec seulement un montant négligeable et pourtant l'Afrique subit le plus grand impact des effets du changement climatique et manque encore la capacité de s'y adapter et de les atténuer.

TOUT EN RECONNAISSANT DAVANTAGE les efforts faits par l'Union Africaine et ses organes pour traduire en actions les différentes déclarations et les engagements sur l'Agriculture et la sécurité alimentaire faits dans le passé et exprimés dans plusieurs protocoles et que les investissements faits dans l'agriculture par nos gouvernements restent inadéquats;

TOUT EN RECONNAISSANT que l'amélioration de l'eau et de l'assainissement contribue à un développement économique continu et apporte de meilleurs résultats de santé qui permettent aux gens de participer aux activités de production agricole;

Nous, membres de la Société Civile africaine déclarons que:

1. La société Civile africaine s'engage à continuer à travailler avec les gouvernements, les communautés et le secteur privé pour s'assurer que l'investissement dans l'agriculture pour une croissance économique et une sécurité alimentaire soit une priorité au niveau national, régional et panafricain et nous nous engageons en outre à travailler avec les organes de l'UA pour faciliter l'échange des informations et une participation efficace aux politiques à tous les niveaux.
2. Nous nous engageons à promouvoir la responsabilité et la transparence en appuyant et en faisant le suivi de la mise en application de différentes décisions et engagements faits en matière d'agriculture, de croissance économique et de la sécurité alimentaire
3. Les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique sont des conditions préalables pour une production agricole et un développement économique durable en Afrique donc les gouvernements africains devraient créer des initiatives nationales, régionales et panafricaines pour appuyer les mesures d'atténuation et d'adaptation convenues.
4. En dépit de la faible contribution de l'Afrique aux problèmes de changement climatique, (estimée à 2%) et du fait que le continent souffre de son impact, les gouvernements africains doivent être plus vigilants et imaginer des stratégies durables pour atténuer les changements climatiques et s'adapter aux effets de ces changements

5. La Coordination, les compétences et l'échange d'informations sur les questions du changement du climat restent faibles, nécessitant la création d'un organe au sein de l'Union Africaine pour coordonner les efforts, sensibiliser les communautés et fournir les informations appropriées sur le changement climatique en Afrique
6. Les états membres de l'Union africaine devraient être encouragés à revoir le progrès et faire un rapport sur la mise en œuvre des différentes décisions et engagements faites par l'Assemblée Générale de l'UA, surtout les Déclarations de Maputo et Sharm el Sheikh et identifier des mécanismes d'intégration des décisions faites dans les politiques, les programmes et les plans nationaux
7. Les investissements dans le domaine de l'Agriculture pour une croissance économique et une sécurité alimentaire restent faibles faisant donc appel aux gouvernements africains afin de réaliser la Déclaration de Maputo dans laquelle les Chefs d'états et de gouvernements se sont engagés à allouer au moins 10% du budget national à l'Agriculture et le développement en milieu rural
8. Les états membres de l'Union Africaine devraient être encouragés à reconnaître le rôle de la femme et de la jeunesse dans la production agricole et s'assurer qu'on y prête une attention suffisante au cours de la conception des politiques, les règlements et les programmes.
9. L'agriculture mérite des crédits de production appropriés qui prennent en considération les cycles de production pour les petits fermiers et les subsides aux fermiers occidentaux qui continuent à affecter la production agricole en Afrique et, par conséquent devraient être découragés au niveau global
10. Un accès assuré aux terres pour les femmes, les éleveurs et la jeunesse augmente la productivité et donc les Chefs d'Etats africains devraient adopter et mettre en vigueur le cadre de politique foncière et les directives récemment adoptées.
11. Finalement, nous croyons que la création des États-Unis d'Afrique aidera le continent à mieux s'occuper des défis du développement agricole, de la sécurité alimentaire, un accès accru à l'eau et à l'assainissement, et l'amélioration générale de la vie des gens.

Fait à Tripoli ce 22 Juin 2009, Grande *Jamahiriya arabe Libyenne socialiste* et populaire